

MONDIALISATION FINANCIERE
De la crise à la reconstruction

Michel Camdessus

Ancien Directeur Général du Fonds Monétaire International

Convegno Internazionale
« Values and Rules for a New Model of Development »
Pontificia Università Gregoriana
Rome - 12 giugno 2009

Laissez-moi vous dire l'honneur que je ressens d'être invité -une nouvelle fois- à venir partager avec vous quelques réflexions sur les bouleversements actuels de la sphère financière. Comme je vais le faire devant la Fondation Centesimus Annus Pro Pontifice, je vais me risquer à m'inspirer de la méthode que Jean-Paul II, ce géant de l'Histoire, avait retenue pour cette encyclique : analyser « les événements inattendus et prometteurs de cette année » 1989 et dégager, à la lumière de Rerum Novarum, dont il célébrait le centenaire « Les Nouvelles exigences de l'évangélisation » (CE § 3).

Je vous propose donc de nous arrêter sur les événements inattendus mais, cette fois, ravageurs de 2008, pour tenter de discerner, à la lumière de Centesimus Annus, les « choses nouvelles », hélas, des dérèglements profonds, que cette crise de 2008 révèle dans la mondialisation financière et quelques voies de redressement pour avancer vers un système économique plus digne de l'homme.

*

* *

I - L'ANNEE 2008

Même si les événements qui sont à son origine invitent à remonter plusieurs décennies en arrière, l'année 2008 est celle d'une crise avec un très grand « C ». Rien ne serait plus dangereux que de la prendre -comme certains le suggèrent- pour un retournement conjoncturel violent, certes, mais ordinaire. Il ne s'agit pas d'une crise de plus dans la mondialisation mais de la première crise de la mondialisation. Elle est financière certes, et c'est à elle que nous nous arrêterons, mais telle l'hydre à sept têtes de la mythologie, elle fait système avec au moins six autres crises : pauvreté du tiers-monde, crise climatique, crise alimentaire, crise énergétique, retour à l'unilatéralisme et crise culturelle, sept crises au total. Il faut toutes les prendre en compte pour régler l'une d'elles, d'autant que toutes trouvent de quelque manière leur origine dans l'avidité individuelle et collective, dans le choix de l'avoir plutôt que celui de l'être.

Une crise financière majeure

C'est un exercice d'école de comparer cette crise à celle de 1929 ; l'exercice est un peu vain tellement le monde a changé, mais on peut noter qu'elle est, comme celle-là, formidablement destructrice, mais qu'elle est universelle. Son trait le plus encourageant est cependant que nous avons suffisamment appris de la crise de 1929 pour être prémunis contre les pires erreurs de l'époque, le protectionnisme en particulier avec, à sa suite, le réarmement et le deuxième conflit mondial. Mais les ravages sont là : pour les évaluer, il faut s'habituer à une nouvelle unité : non plus le milliard de dollars, mais le trillion (1.000 milliards de dollars). C'est ainsi que les meilleurs experts évaluent le montant des actifs financiers perdus (dépréciation des actions et obligations cotées et dépréciation des monnaies mondiales contre le dollar) à 50 trillions de dollars depuis le début de la crise. Cela crée -directement et indirectement- à l'échelle du monde un formidable « effet de pauvreté », là où nous nous étions habitués, année après année, à des « effets de richesse ». Plus grave encore, le virus de la

crise financière mutant en crise économique crée des ravages humains universels :

- la montée de toutes les précarités,
- le chômage : il va vers les 10 % aux Etats-Unis, 20 % en Espagne...
- le retour au-dessous de la barre de l'extrême pauvreté de 80 à 100 millions de personnes qui, en Afrique en particulier, commençaient péniblement à s'en extraire...

Comment en est-on arrivé là ?

Une première approche consiste à dérouler à nouveau le film des événements qui nous révèle trois grandes étapes significatives :

1. l'illusion et l'effondrement du système américain du « *subprime* » ;
2. une crise soudaine de confiance et donc de liquidité qui devient crise financière mondiale avec la chute de Northern Rock en août 2007 ;

3. enfin, à partir de la chute de Lehman Brothers et du premier assureur mondial AIG (15 septembre 2008), l'effondrement du système financier américain entraîne une crise économique systémique ; le quatrième trimestre 2008 voit se déployer les conséquences catastrophiques d'une chute de confiance généralisée (les Etats-Unis voient leur PIB chuter de 6 % par rapport au 4^e trimestre 2007, le Japon de 13 %), etc.

Il faudrait s'arrêter un instant à ce qu'est le *subprime* et comment son effondrement a pu avoir un tel effet de contamination (on parle d'actifs toxiques) sur le reste des marchés de l'argent. Nous sommes à un moment où - surtout après le 11 septembre 2001-, la Federal Reserve entretient des taux d'intérêt artificiellement bas et où les taux du marché immobilier montent continûment aux Etats-Unis. L'initiative est alors prise, non sans bonnes intentions sociales, de prêter à ceux qui étaient considérés comme insolvable mais, évidemment, à un taux d'intérêt élevé puisque le risque est plus grand... Ces prêts distribués par des « brokers » peu ou pas contrôlés vont être largement répandus et connaître un grand succès. Le problème global va provenir du fait qu'à travers la titrisation, les banques vont utiliser les créances représentatives de ces prêts pour « booster » (rendre plus rémunérateurs) les instruments d'épargne (SICAV et FCP) offerts au reste du public en les mélangeant aux ressources beaucoup moins rémunératrices provenant du marché monétaire. Comme la concurrence est grande pour offrir les produits les plus attractifs à leurs guichets, une course s'établit entre elles ; la diffusion

de ces produits mélangeant un peu de cet élément risqué à la ressource ordinaire du marché monétaire devient mondiale. Ceci s'opère en effet dans un climat où la financiarisation progresse à une vitesse rapide et où l'ingéniosité de l'ingénierie financière entraîne des innovations chaque jour plus complexes et où, dans des marchés extrêmement liquides, des banques multiplient les opérations hors-bilan, prêtant de plus en plus avec des fonds propres réduits, bref des effets de levier de plus en plus excessifs. Jusqu'au jour où les premières défaillances se produisent aux Etats-Unis après le retournement à la hausse des taux d'intérêt et à la baisse des prix de revente sur le marché immobilier : ce croisement des courbes se confirmant, la panique s'installe et l'on passe en août 2007 à l'acte II.

Mais comment interpréter le dérèglement majeur de l'univers financier qui se cache derrière cet enchaînement ? Qu'y a-t-il derrière la succession des trois étapes de cet effondrement ? Que pouvons-nous y discerner qui nous permette d'imaginer un meilleur système ?

Plus j'avance dans l'analyse de cette crise, je ne lui trouve guère de meilleure explication qu'une modeste parabole. Ce qui se passe dans le « village global », né de la mondialisation, est à l'image de ce qui se passait il n'y a pas tellement longtemps dans les villages de mes ancêtres, dans le sud-ouest de la France. La vie y était réglée par un conseil municipal, le

gendarme y faisait respecter la loi et les décisions municipales, le curé et l'instituteur travaillaient à faire pénétrer dans les esprits des principes éthiques finalement assez voisins. Si un événement majeur venait à se produire et que, pour une raison ou pour une autre, le Conseil municipal préférait ne pas s'en mêler, qu'au même moment le garde-champêtre était inattentif, que le curé et l'instituteur se chamaillaient ou regardaient ailleurs, s'instaurait alors ce que mes ancêtres appelaient le règne des voleurs de poules. Des gens peu scrupuleux imposaient leur loi. C'était progressivement, par mimétisme, la loi de la jungle et du chacun pour soi. Chacun était atteint, un vide éthique s'instaurait... et le village ne se ressaisirait qu'après bien des efforts.

Il s'est passé dans le « village global » à peu près la même chose. Au cours des années 90, un immense marché, non plus monétaire -surveillé par le Fonds monétaire international- mais financier (celui qui porte sur les actions, les titres et les instruments de plus en plus sophistiqués produits par l'ingénierie financière) s'est développé hors de toute régulation, hors de toute loi. Avec la révolution néolibérale incarnée notamment

par Mme Thatcher et le Président Reagan, l'Etat était hors-jeu¹. « L'Etat est le problème, non la solution », disait ce dernier. Les régulateurs étaient invités à laisser ce nouveau marché se développer en toute liberté² alors qu'en revanche, les transactions monétaires restaient surveillées. Du coup, la tentation a été forte pour les banques d'inventer des instruments leur permettant de loger sur ce nouveau marché des opérations qui, sur le marché monétaire plus surveillé, n'aurait pas connu la même exubérance et... les mêmes profits ! C'est ce qui s'est produit avec la « titrisation », la fuite vers le « hors-bilan » et l'absence de toute règle et surveillance prudentielle.

Sur un marché sans règle ni garde-champêtre, puisque l'autorité du FMI s'arrêtait à la frontière du marché financier, bon nombre d'acteurs se sont mis à se comporter comme des gens sans foi ni loi. Leurs comportements ont fini par servir de référence, même si quelques voix multipliaient les mises en garde. Nous

¹ On se souvient que pour l'économiste tchèque Hayek dont l'influence a été profonde, les forces d'autorégulation du marché provoquent de quelque manière les ajustements nécessaires aux nouvelles conditions. Toute intervention publique susceptible de les contrarier est donc à exclure.

² Mme Thatcher me le rappellera avec véhémence.

avons ainsi abouti à ce qu'Alan Greenspan a appelé en 1996, « l'exubérance irrationnelle », mais cette remarque n'a en rien troublé le consensus global qui préconisait le « laisser-faire ». On a abouti ainsi à un formidable dérèglement fait autant d'erreurs techniques lourdes que de fautes morales graves. La liste est longue de ces fautes morales. On peut en discerner à tous les stades de la crise.

Il suffit d'y réfléchir un instant.

Il est par exemple contraire à toute éthique de consentir des prêts risqués à des personnes dont la solvabilité est loin d'être établie et dont on sait qu'il suffira que les taux d'intérêt augmentent un peu trop ou que le marché immobilier se retourne pour qu'elles soient amenées à tout perdre – la maison qu'elles avaient achetée, les épargnes qu'elles y avaient investies et leurs rêves de vie. C'est ce qui s'est passé¹. On oublie trop que trois millions de familles, et probablement plus, ont subi ce sort-là aux Etats-Unis. Le régime instauré à leur égard, sous le couvert de bonnes intentions, a été -il faut le dire- irresponsable et criminel.

Il est également contraire à toute morale de vendre aux épargnants des instruments financiers mélangeant du *subprime* à haute rémunération, parce que risqué, à des titres ordinaires et classiques du marché monétaire, sans révéler exactement quelle est la composition du cocktail et sans jamais informer ceux qui allaient acheter ces instruments « dynamiques », comme on

¹ Sous le régime du *subprime*, on a prêté systématiquement aux familles qualifiées de NINJA (« *No income, no job, no assets* »)...

disait, des risques véritables qu'ils prenaient en les acquérant. Beaucoup de banquiers m'ont confié qu'eux-mêmes ne savaient pas très bien ce que contenaient ces produits ou quel en était le risque.

Il y a aussi manquement à l'éthique de la part des régulateurs et des autorités financières à laisser se développer un climat dans lequel la recherche de la maximisation des profits à court terme était la seule loi, et où l'on encourageait, par le régime des rémunérations, la frénésie des vendeurs de titres et l'imagination parfois délirante de l'ingénierie financière. Tout ceci était laissé la bride sur le cou. Dans beaucoup d'établissements financiers, à l'inverse des vieilles habitudes de prudence financière, ceux qui évaluaient les risques et avaient autrefois le dernier mot, ont vu leur influence réduite au profit des vendeurs de produits et de tous ceux qui contribuaient à maximiser les profits à court terme. La banque était ainsi subrepticement subvertie. Tout ceci était contraire aux règles les plus fondamentales de l'économie de marché telle qu'elle a été conçue à l'origine. Ses fondements-mêmes étaient ignorés. Son fondateur, Adam Smith, explique en effet que le marché rend les plus grands services, même s'il est fondé sur l'avidité individuelle, à condition que chacun de ses acteurs modère sa propre avidité, se soucie du bien de sa communauté et que les arbitres soient justes et intelligemment diligents. Ces principes ont été de plus en plus oubliés au profit d'une seule et unique règle : la maximisation des profits immédiats.

Avec quelque recul, nous percevons le côté immoral de ces agissements. Mais ne faut-il pas d'abord s'arrêter à ce qu'ils comportaient d'imprudence, ou de simple mépris des règles élémentaires que suggèrent le bon sens et la raison ?

- N'était-il pas naïf, au-delà de tout bon sens, de compter sur les mécanismes d'autorégulation à l'intérieur des institutions financières pour prévenir tout dérapage du système, alors que les mécanismes d'incitation et de rémunération extravagants invitaient délibérément au contraire ?
- Pouvait-on laisser se perpétuer un système d'endettement de plus en plus détaché du niveau réel des fonds propres, transformant de grands segments du système financier mondial en véritables pyramides, plus respectables, certes, que celles de Madoff, mais très gravement exposées au moindre resserrement de la liquidité dont on avait tout simplement oublié que l'illiquidité est le risque financier premier ?
- Était-il imaginable que des régulateurs laissent le modèle de gestion des banques être ainsi subverti ?
- Était-il raisonnable pour la communauté des banques centrales de laisser perdurer un régime de facilité monétaire injustifié dans une phase de haute conjoncture mondiale ?
- Était-il responsable, pour le G8, de ne pas prendre plus agressivement en main le problème des déséquilibres globaux des balances des paiements, acceptant le risque d'une catastrophe dont leurs économies ne pourraient sortir que détruites ?

Le fait que notre monde se soit installé ainsi -en insouciant passager d'un « bateau ivre »- dans l' « irrationnelle exubérance », le fait qu'aucune résistance sociétale ou citoyenne suffisamment vigoureuse ne se soit organisée, le fait que des dirigeants responsables se soient laissés emporter dans ce dérapage collectif, soulèvent une question que j'ai retournée cent fois : comment cela a pu être possible ?

Une première réponse vient à l'esprit : c'est que tout le monde y trouvait son compte et rêvait de voir se poursuivre quelque temps encore cette euphorie avant que ne s'opèrent les ajustements dont on sentait la nécessité mais pour lesquels aucun consensus ne se formait. Cette explication ne peut suffire : elle ne peut rendre pleinement compte d'un tel abandon collectif à l'irrationnel. Il fallait donc que ces comportements s'enracinent dans un contexte culturel où la séduction de l'argent soit telle qu'elle entraîne une sorte d'aveuglement collectif et que toutes les vigilances soient désarmées.

Or, ce contexte prévalait malgré bien des protestations contre la marchandisation du monde. Depuis les « 30 Glorieuses », les pays avancés -de plus en plus imités par les pays émergents- ont laissé s'instaurer une culture au sein de laquelle le « gagner plus pour consommer toujours plus » était devenu le mobile, certes non exclusif, mais dominant. L'homme se trouvait réduit, dégradé, à sa seule fonction économique. La consommation devenait destin ; la vie se vidait de sens. La cupidité que le Président Obama a si vigoureusement dénoncée dans son discours d'investiture devenait subrepticement politiquement correcte, s'installait partout au cœur de la culture collective : un terreau fertile se constituait pour tous les abus de la sphère financière jusqu'à son effondrement actuel. Un modèle d'avidité généralisée creusait le vide éthique dans lequel l'économie mondiale s'est engouffrée et, avec elle, une part de ce qui fait notre civilisation. Ce mal nous a atteints profondément et nous en vivons aujourd'hui les conséquences.

Résumons-nous : comme le village de nos ancêtres, le « village global » a souffert de trois défaillances majeures : dans sa régulation, dans son organisation institutionnelle, dans les comportements collectifs.

Ce sont ces trois défaillances qu'il s'agit de corriger.

Il y faut donc des règles d'application universelle. Il faut un garde-champêtre, c'est-à-dire une institution puissante et affermie dans sa légitimité pour proposer ces règles, en suivre l'application et prévenir la survenance de ces bulles spéculatives. Enfin, face aux dérapages dans les comportements, il nous faut une prise de conscience collective car tous, nous avons été atteints et nous devons donc tenter de discerner ensemble quelques sentiers vers un monde plus digne de l'homme, non plus réduit au « gagne plus, consomme et tais-toi » mais restauré dans sa dignité plénière. Il ne s'agit de rien moins que de substituer une civilisation plus fraternelle à celle qui devenait celle de l'argent-roi.

*

* *

II - DES REGLES ET DES INSTITUTIONS

C'est ici qu'il nous faut nous arrêter à la réaction des grands pays et notamment au travail du G20. S'il est une bonne nouvelle, c'est la manière dont s'est organisé et mis en place le travail de la communauté internationale. La réaction a été forte et le travail accompli a abouti à des décisions importantes au sein d'une structure -le G20- jusqu'ici peu sollicitée. Le travail qu'il a organisé a été fort important, à certains égards sans précédent. Les documents qui en sont sortis le 15 novembre 2008 puis le 2 avril 2009 comportent des décisions inimaginables il y a seulement deux ans. Je ne parle pas de la nationalisation des banques décidée par les gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne, mais de principes comme (je cite le document final du G20) : «l'engagement de renforcer toutes nos régulations ; l'engagement de soumettre tous nos marchés – produits et acteurs financiers – à une régulation ou à une surveillance selon le cas». Sont visés ici des sujets tabous tels que les centres offshore, les fonds spéculatifs (*hedge funds*) et les agences de

notation... C'est donc, réellement, l'inversion des principes néolibéraux prévalant jusqu'ici.

En 7 points et 29 paragraphes, le communiqué du G20 du 2 avril dernier décrit clairement la stratégie commune, abordant l'aspect systémique du problème et expose ce qui reste à faire pour éviter qu'une telle catastrophe ne se produise à nouveau. L'accent est mis évidemment sur ce qui est déjà décidé pour enrayer la panique, rejeter le protectionnisme, faire repartir les fonctions vitales de l'économie mondiale, à commencer par l'assainissement des systèmes financiers et en neutraliser les « actifs toxiques ».

Au-delà de la relance, il s'agit, pour rendre la mondialisation soutenable -je cite- de « mettre en place une économie mondiale ouverte, basée sur les principes de l'économie de marché, une régulation effective et de fortes institutions mondiales ».

A l'examen, nous pouvons dire que le travail est vigoureusement avancé au chapitre des régulations nécessaires. Il reste à les traduire au plan national et le travail a commencé. Cela ne signifie pas plus de règles mais de meilleures règles, tenant compte de la réelle complexité de toutes ces questions :

- lutter contre les paradis fiscaux,

- normaliser les rémunérations,
- éradiquer les conflits d'intérêt,
- avancer vers la transparence et la traçabilité des opérations financières,
- combattre la procyclicité des règles comptables,
- améliorer les fonctions de contrôle,
- etc.

Le travail est, en revanche, à peine esquissé en ce qui concerne le dispositif institutionnel, centré autour de la réforme du Fonds monétaire international. Il doit se poursuivre au cours des prochains mois. Un groupe de personnalités a été chargé par le FMI de formuler des propositions. Il vient de déposer un rapport audacieux à ce propos.

Que suggère-t-il ? Il s'agit d'agir à trois niveaux en même temps :

- affermir le FMI dans sa légitimité ;
- lui donner les pouvoirs nécessaires pour qu'en toute subsidiarité, il remplisse son mandat et qu'il exerce une vraie juridiction sur tous les marchés de l'argent ;
- enfin, renforcer ses moyens financiers, ce qui est déjà en cours.

Des pouvoirs considérables vont ainsi lui être donnés ; il en a déjà beaucoup, mais s'il embrasse désormais les marchés financiers non régulés, il va devenir une institution extrêmement puissante. Il faut donc le relégitimer, ce qui implique de changer la distribution de son capital et le partage des sièges à son conseil d'administration pour qu'il reflète autant que possible le nouveau visage de l'économie mondiale. Cela doit permettre une représentation plus forte des pays pauvres et émergents, et probablement une réduction de la place de l'Europe, au moins en nombre de sièges, et qui, au surplus, perdrait son monopole de désignation du directeur général, comme les Etats-Unis celui de proposition du président de la Banque Mondiale. Il faut surtout inverser le rapport de pouvoir au sein du FMI. Il y a en effet une bizarrerie vieille comme les accords de Bretton Woods qui veut que ce soit les techniciens, les 24 fonctionnaires représentant les pays du monde à son conseil d'administration qui ont le pouvoir de décision et non les politiques. Les ministres, quand ils viennent se réunir à Washington trois fois par an, n'ont en effet qu'un pouvoir d'avis, d'orientation. Il est évident qu'il faut inverser cela. Cette inversion figure d'ailleurs dans les statuts du FMI depuis 1976. Mais la date d'application n'en a jamais été décidée. Il importe de fixer cette date au plus tôt.

En ce qui concerne les ressources financières du FMI, une chose est certaine : on constate aujourd'hui que, face à une crise sérieuse, ses moyens sont devenus insuffisants par rapport à la taille qu'a prise l'économie mondiale. Il faut donc rétablir cet équilibre en accroissant son capital.

C'est un processus fort long car il faut que chaque gouvernement aille négocier cet accroissement de capital avec son Parlement. Mais on peut dès maintenant, et on l'avait fait dans les années 80, solliciter les pays excédentaires (Chine, Arabie Saoudite, Japon, Europe...) et leur proposer de prêter au FMI leurs excédents ou les ressources de leurs fonds souverains, à charge pour le FMI de les reprêter aux pays qui ne peuvent emprunter sur leur propre signature.

C'est ce qui se met en place actuellement pour un montant de 1.100 milliards de dollars dont 250 milliards sous la forme d'une allocation de DTS, embryon peut-être de la nouvelle unité de réserve mondiale appelée avec force par les BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine).

L'augmentation du capital -et sa distribution nouvelle- interviendra dans la phase ultérieure. Elle donnera certainement lieu à une négociation difficile puisqu'elle déterminera la place de chaque pays ou groupe de pays dans cette institution centrale de la finance mondiale.

Un tel renouvellement du FMI apparaîtra peut-être trop ambitieux mais son efficacité pour gérer un ordre financier mondial dans la transparence et la justice est à ce prix.

Au-delà du FMI, d'autres changements institutionnels majeurs doivent prendre place dans les différents pays et au plan régional européen.

C'est le cas en particulier des propositions du groupe Larosière sur l'organisation de la supervision bancaire en Europe. Et que dire de la nécessaire réorganisation de la surveillance des organisations monétaires et financières aux Etats-Unis !

Notons enfin *-Last but not least-* la transformation du Forum de stabilité financière de Bâle en un Conseil de la stabilité financière (*Financial Stability Board*) ouvert désormais aux 20 pays du G20 et appelé à coopérer avec le FMI, pour éviter la survenance de nouvelles crises, par la mise en place en particulier de dispositifs d'alerte.

Cela suffira-t-il ? Si les principes sont posés et si les gouvernements ont bien compris qu'il faut aller dans cette direction, il demeure qu'il sera difficile d'arriver à un accord final ; cela prendra du temps et beaucoup d'efforts. Il est probable que plus on s'approchera d'une sortie de crise, plus le rêve du retour au « *business as usual* » sera fort et plus l'ardeur réformatrice s'émoussera. Il faut donc agir sans délai et dans tous les domaines où les ravages de la crise doivent être réparés et où la poursuite des errements antérieurs préparerait de nouvelles catastrophes. Cela nous ramène à l'homme, à ses comportements et à sa culture au-delà des règles et des institutions.

*

* *

III - D'AUTRES COMPORTEMENTS POUR UNE CIVILISATION DE LA FRATERNITE

Nous le pressentons bien, dans le « village global » comme dans ceux de nos ancêtres, il ne peut y avoir de sortie véritable de crise que dans un changement profond des comportements. Or, les changements de comportements ne se décrètent pas, ils passent par le retour de chacun sur lui-même et sa décision libre de reprendre sa propre part d'un projet collectif pour un monde plus digne de l'homme. Nous l'avons vu en recherchant les origines de la crise : elle s'est enracinée dans le terreau d'une culture collective dominée par la course à l'argent. Elle ne peut donc être éradiquée que si ce terreau culturel est, lui aussi, profondément retourné. Tâche immense de reconstruction culturelle et éthique du « village global » ; tâche nécessairement collective et à tous les niveaux. L'éducation a un rôle majeur à jouer ; il y faut surtout une mobilisation de chacun et de toutes les forces vives d'une société.

Il faut donc affronter cette culture de l'avidité qui a régi tant de comportements. Serait-ce un effort utopique ? Certains nous le disent, rappelant qu'elle a sa source au plus profond du cœur de l'homme et que le fléau de cette cupidité ressurgira constamment. La lumière du mystère pascal nous révèle pourtant que, tout comme le mal dont elle n'est qu'un des visages, elle ne sera pas immédiatement éradiquée, pas plus que l'ivraie de la parabole, mais elle a été définitivement vaincue. Il appartient donc aux chrétiens, dans la lumière de l'Esprit, d'imaginer les structures du bien à substituer à celles dont aujourd'hui nous percevons les insuffisances ou la perversité.

Comment ?

Deux attitudes m'apparaissent essentielles :

- Nous arracher à tout déni de nos responsabilités.
Dépassant la dénonciation trop facile et stérile de « boucs émissaires », chacun, homme ou institution, doit sortir du déni de ses propres responsabilités. Nul -ni les chrétiens, ni l'Eglise elle-même- ne peut s'en dispenser. Tous, nous devons faire retour sur nous-mêmes et sur nos choix passés pour pouvoir changer et nous redresser au niveau plénier de nos responsabilités d'hommes et de femmes, vers plus de frugalité, de solidarité, de gratuité et d'engagement au service des autres.
- Nous mobiliser tous ensemble, avec les autres chrétiens et tous les hommes de bonne volonté, au service d'un bien commun mondial dont une finance servante ne serait qu'un des instruments.

Vers le bien commun mondial

Les efforts des gouvernements pour hâter la sortie de crise sont méritoires ; ils n'atteindront leurs buts que si, simultanément et portés par leurs opinions publiques, ils travaillent ensemble à dégager et à instaurer un bien commun mondial dont on perçoit bien les pôles essentiels :

- l'homme dans sa dignité et sa culture,
- l'Etat assumant ses pleines responsabilités,
- un nouveau modèle économique au sein duquel les finances, gérées dans la transparence, la justice et la solidarité serviraient un développement véritablement soutenable,
- une gouvernance mondiale au service de ce bien commun universel.

Je ne puis consacrer que quelques mots à chacune de ces tâches essentielles d'un même grand combat d'humanité.

Restaurer l'homme dans sa dignité

Aucune civilisation véritable ne peut être construite si l'on ne rend à l'homme toute sa stature, là où une culture d'avidité et de court terme l'avait réduit à un rôle d'agent économique passif. Toutes les forces spirituelles et humanistes du monde devraient être coalisées pour faire renaître une culture de l'être tout orientée à l'épanouissement de tout l'homme et de tout homme dans la convivialité communautaire, la liberté et la responsabilité, la frugalité et le partage, là où l'avoir devenait fin ultime dans la solitude et le vide de sens.

Comme le dit si bien Jérôme Vignon, Président des Semaines Sociales de France, « L'homme relié par la fraternité évangélique est à la fois responsable de ses actes et de la qualité de sa communauté de vie. Entre ces deux pôles de la cohésion sociale se joue un sentier d'équilibre dont le dessein n'est pas tracé d'avance, mais qui doit en permanence être inventé, ajusté par des choix politiques, aujourd'hui devenus choix mondiaux, transnationaux ».

Inutile d'en dire plus, qu'il suffise d'aller puiser à cette source intarissable qu'est Centesimus Annus.

L'Etat au service de la société

Les décisions du G20 témoignent de la prise de conscience de la nécessité d'adopter un meilleur équilibre entre la liberté d'entreprendre, la créativité des opérateurs et les responsabilités -trop délaissées ces derniers temps par l'Etat- pour assurer la transparence, la discipline et la justice nécessaires pour que la finance demeure servante de l'économie.

Faisons donc confiance -mais confiance n'exclut pas vigilance- aux pouvoirs publics pour lutter contre les abus les plus flagrants et adopter les normes et les dispositifs institutionnels de surveillance et de réglementation qui ont manqué jusqu'ici. Cela devra s'opérer sans retourner à un interventionnisme étouffant toute créativité. Cette mission est l'aspect le plus immédiat du « retour de l'Etat », mais d'autres tâches relèvent aussi de lui.

La profondeur de la crise justifie des interventions publiques massives pour réparer ses ravages au plan de la cohésion sociale, pour mettre en place aussi, dans le domaine de l'environnement, des mesures qui, même en temps de crise financière, ne peuvent être différées davantage.

Tout ceci nous donne une idée des immenses responsabilités qui incomberont aux pouvoirs publics dans les années qui viennent, dès lors qu'ils auront admis que cette crise n'a de sortie que par le haut, dans l'adoption d'un nouveau projet collectif à moyen et long terme, non plus fondé sur l'accumulation individuelle de richesse mais sur la qualité de la vie collective et l'amélioration du sort des plus pauvres dans le monde.

Un nouveau modèle de développement

« L'Eglise n'a pas de modèle économique à proposer... » Mais elle a beaucoup à dire sur les sept crises de ce temps. Elle n'a cessé de le faire depuis Rerum Novarum et tout particulièrement depuis Centesimus Annus. Je ne voudrais donc signaler ici que deux points majeurs parmi beaucoup d'autres :

1. Le rapprochement actuel de ces deux « masses critiques » que sont le changement climatique et la crise financière : il est d'urgence immédiate de mettre sur pied un projet crédible pour y faire face. Ce projet ne peut être séparé des efforts à poursuivre et à renforcer pour l'aide au développement. Grâce aux travaux du GIEC, présidé par le Dr. Pachauri, prix Nobel de la Paix, nous le savons maintenant : autour de 2020, 75 à 200 millions de nouveaux migrants en provenance notamment des zones arides d'Afrique s'ajouteront aux flux migratoires que nous connaissons aujourd'hui. Ceci nous oblige à reconsidérer nos politiques à l'égard de l'Afrique, ce continent frappé d'une double injustice :

- un changement climatique que le modèle de consommation du Nord a provoqué,
- et une crise financière dont elle est à peu près seule à ne pas porter la responsabilité.

2. La nécessité de donner un dynamisme radicalement nouveau à la responsabilité sociale de toutes les entreprises » - L'entreprise doit redevenir, en effet, un champ privilégié non seulement de création de valeurs, mais aussi d'exercice de responsabilité et de solidarité.

Il est déplorable que la responsabilité sociale des entreprises, qui n'a pas été perdue de vue par bon nombre de dirigeants, ait été fréquemment prostituée en instrument de politique de communication et réduite à quelques paragraphes sur le papier glacé des rapports aux assemblées générales d'actionnaires. Or, la crise nous révèle à la fois le rôle central de l'entreprise pour que l'économie de marché retrouve sa vigueur, mais aussi l'importance stratégique, dans une économie de plus en plus compétitive, de la qualité des relations de l'entreprise avec ses salariés, ses actionnaires, sa clientèle, ses fournisseurs, son environnement sociétal immédiat, les pouvoirs publics, ses concurrents et son milieu écologique. C'est dans ce plus qualitatif à chacun des niveaux de ce faisceau de relations que se joue son destin durable et avec lui, la réinvention nécessaire d'une économie plus humaine à horizon mondial.

Il s'agit de promouvoir à l'échelle mondiale une économie sociale de marché intégrant les disciplines environnementale et la dimension mondiale de nos responsabilités. Un tel projet est enthousiasmant car il vise à poser les premières pierres d'une civilisation plus humaine. Il ne pourra voir le jour cependant que porté par une exigence citoyenne universelle dans le cadre d'une démocratie mondiale beaucoup plus participative, mettant chacun mieux en mesure de comprendre et saisir les enjeux et de contribuer au projet collectif. Une gouvernance mondiale adaptée à notre temps est pour cela indispensable.

Une gouvernance mondiale au service du bien commun universel

Plus que jamais, ce monde qui s'unifie doit se donner des institutions fortes et crédibles dont on puisse attendre, l'adoption des stratégies globales nécessaires, la capacité juridique et financière nécessaire à leur mise en œuvre et au suivi de leur exécution. Trop longtemps, le monde a accumulé les responsabilités sur les épaules des institutions existantes, sans leur donner les moyens

d'y faire face, voire en entravant leur action et en en faisant les boucs émissaires des manquements des Etats. Il est plus que temps de reprendre avec plus d'insistance encore les paroles prophétiques de Jean XXIII et Paul VI sur la nécessaire création d'une autorité publique à compétence universelle. Ceci va très au-delà de la réforme audacieuse des institutions de Bretton Woods et notamment du FMI évoquée ci-dessus. Cela passe notamment par l'institution d'un « groupe de gouvernance mondiale » proposé en 2002 par les évêques de la COMECE, plus légitime que les actuels G8 ou G20. Il serait mieux en mesure de dégager les éléments essentiels d'une stratégie de promotion du bien commun universel et d'en surveiller la mise en œuvre, dans un esprit de subsidiarité, par des institutions mondiales renouvelées ou à créer. Certes, les réticences de l'Etat-nation à consentir des abandons de souveraineté et le scepticisme des milieux dirigeants des grands pays à cet égard sont de redoutables obstacles à toute avancée en ce domaine ; raison de plus pour en faire un des objectifs majeurs de la communauté humaine pour les prochaines décennies. Rien de durable,

en effet, ne peut être acquis sans que des institutions crédibles ne prennent en charge et n'animent la poursuite et la réalisation du bien commun de la famille humaine. Elles ne pourront cependant y parvenir que si des opinions publiques vigilantes à travers le monde habitent en quelque sorte ces institutions et en soutiennent l'action.

*
* *

Ce ne sont là que quelques pistes vers la promotion d'un bien commun global de la famille humaine. Elles s'offrent à un engagement commun de tous les chrétiens. Ils trouvent dans l'Écriture et le trésor de leurs traditions respectives les fondements d'une gestion écologique du monde et de l'option préférentielle en faveur des plus pauvres, seules vraies réponses à une avidité destructrice. Tout le dynamisme de leur action dans l'unité sera nécessaire pour soutenir les responsables politiques qui, partout, s'engageraient avec courage et imagination sur ces chantiers d'un véritable bien commun mondial. Leur engagement, en

cela, sera celui d'ouvriers d'un Royaume à venir qui se réalise comme l'a si bien dit Gaudium et Spes dans nos efforts « pour une meilleure organisation de la société mondiale ».

**_